

L'Adresse—M. Gagliano

Se référant au système correctionnel, le gouvernement déclare, et je cite, monsieur le Président:

«Il est néanmoins évident qu'il reste de sérieuses lacunes à combler et mon gouvernement accepte la responsabilité qui lui incombe à cet égard.»

Eh bien, monsieur le Président, maintenant c'est au gouvernement d'assumer la responsabilité qui lui appartient en vertu de cette plate-forme électorale et de se lancer pour exécuter ses promesses, y compris celles qu'il a oublié d'inclure dans le discours du trône.

Le gouvernement parle avec fierté, et à juste titre de son mandat. Il en parle comme étant une excellente occasion. C'est une excellente occasion, monsieur le Président, d'apporter des solutions concrètes plutôt que de discourir comme ils l'ont fait jusqu'à présent.

Les sondages révèlent que la majorité remportée par les conservateurs dénotait le désir d'un changement, non une conversion miraculeuse au parti conservateur. Le gouvernement progressiste conservateur a un mandat, un mandat très net de passer à l'action. Il a un mandat pour honorer ses promesses électorales, car c'était bien des promesses n'est-ce pas, des promesses très généreuses même impossibles. On pourrait aller jusqu'à les qualifier de promesses irresponsables.

Monsieur le Président, le gouvernement déclare que la solution à tous les problèmes du pays se trouvera dans le consensus, et je cite:

«Ce consensus est essentiel si nous voulons rompre l'isolement chronique des régions du Canada, relever les défis que présentent les disparités économiques et sociales, redonner à nos secteurs économiques traditionnels, comme l'agriculture, les forêts, les mines, les pêches et le tourisme, la vigueur qui les a toujours caractérisés et faire en sorte que nos réseaux de transport et de communications servent mieux les intérêts de la nation.»

Je qualifie ces mots de vœux pieux. Un consensus national, mais à propos de quoi? Et sur quoi? Nous n'avons pas entendu de suggestions concrètes à partir desquelles on pourrait en arriver à un consensus. Un consensus national! S'agirait-il d'une magie qui ferait disparaître les problèmes afin que le gouvernement n'ait pas à les solutionner? Quand on nous déclare, et je cite:

«Les prochains sommets pourront porter sur un examen approfondi de sujets comme l'accroissement de la productivité et les responsabilités respectives de l'industrie, des syndicats et des gouvernements dans les domaines de la technologie et de la formation de la main-d'œuvre...»

Ce sont là des points importants qui sont remis à plus tard, monsieur le Président, tels que les dizaines et les dizaines de milliers d'emplois qui devaient être créés dès l'assermentation du nouveau Cabinet.

• (1110)

[Traduction]

Le discours du gouvernement est truffé d'expressions révélant son manque d'empressement, par exemple, «avec le temps» et «de nombreuses consultations». J'espère que par «nombreuses», il n'entend pas qu'elles seront longues. En quoi a consisté ce travail que la fameuse équipe conservatrice de transition est censée avoir accompli? Pourquoi ne nous a-t-on pas proposé de nouveaux programmes valables dans le discours du trône?

Lors de la campagne électorale, les conservateurs ont promis que dès l'assermentation du cabinet, des dizaines de milliers d'emplois seraient créés. Comme le discours du trône est vide de toute substance, nous pensions que le gouvernement aurait à tout le moins déposé des mesures législatives destinées à réduire le chômage; eh bien, non; au lieu des emplois promis,

les conservateurs ont recours à des mots clés percutants comme «étude, consultation et consensus». Est-ce avec des expressions vagues que l'on pourra résorber le chômage?

[Français]

Monsieur le Président, j'admets que certaines initiatives ont été prises lundi. Mais elles n'étaient pas celles des progressistes conservateurs. On ne faisait que donner suite aux initiatives du gouvernement antérieur. Par exemple, retrancher les clauses discriminatoires de la Loi sur les Indiens, réprimer la pornographie, aider les victimes de la violence en milieu familial, continuer les pourparlers déjà entamés par les libéraux sur la réforme des pensions. Le gouvernement pourrait se réclamer de quelque crédibilité s'il avait réussi à combler les attentes de la nation en apportant ses propres politiques pour suppléer aux politiques libérales qu'ils adoptent.

[Traduction]

Quant aux ridicules panacées que les conservateurs nous proposent avec des expressions comme «consultation, médiation, coopération, consensus» et surtout «confiance», ce sont là certes de belles paroles, mais elles ne servent pas à grand-chose, car il aurait fallu des propositions concrètes et plausibles pour faire véritablement renaître la confiance.

[Français]

Après avoir jeté les hauts cris devant les problèmes créés par l'ancien gouvernement, il est agréable, monsieur le Président, de voir qu'après tout les politiques libérales avaient du bon sens.

• (1115)

[Traduction]

Nous savons tous, monsieur le Président, que l'imitation est la meilleure des flatteries.

[Français]

Nous les remercions pour le compliment.

[Traduction]

M. le vice-président: Avez-vous des questions à poser ou des observations à faire? Nous passons alors au débat.

M. Ernie Epp (Thunder Bay-Nipigon): Monsieur le Président, c'est pour moi un grand honneur que de m'adresser ici, ce matin, à la Chambre des communes du Canada, au cours de cette 33^e législature. Je voudrais tout d'abord remercier mes électeurs de m'avoir donné la possibilité de les représenter ici et de parler aux Canadiens des nombreux problèmes importants qui se posent actuellement à la population.

Les députés qui prononcent leur premier discours ont tendance à beaucoup parler de leur circonscription. Ils parlent des gens qui y vivent, de leur travail et de ce qu'ils font. Ce matin, je voudrais aborder ces questions dans le contexte de la dernière campagne électorale qui a fait naître des espoirs que les citoyens de Thunder Bay-Nipigon espèrent bien voir se matérialiser.

Les citoyens de ma circonscription ont contribué au balayage du 4 septembre. Comme les citoyens des autres circonscriptions du nord-ouest de l'Ontario, ils ont contribué à ce changement, mais pas de la même façon que dans l'ensemble du pays. En élisant trois néo-démocrates dans Thunder Bay-Nipigon, Thunder Bay-Atikokan et Kenora-Rainy River, ils ont, comme l'a dit le rédacteur en chef de l'hebdomadaire